

Etats-Unis/Politique

Le ministre de la Justice de Trump sur un siège éjectable

AFP
Washington/États-Unis

C'est que le président supporte de moins en moins le fait que Jeff Sessions ne le protège pas de l'affaire russe, véritable poison des six premiers mois de son mandat.

LE ministre américain de la Justice semblait assis sur un siège éjectable après une nouvelle attaque du président Donald Trump, qui lui reproche de ne pas le protéger de l'affaire russe qui empoisonne son début de mandat. Un nouveau tweet cinglant est venu s'ajouter tôt hier matin à une série d'attaques en règle du président contre Jeff Sessions, qui avait pourtant été l'un de ses premiers et plus précieux alliés dans son improbable victoire électorale.

"Le ministre de la Justice Jeff Sessions a adopté une posture TRES faible sur les crimes de Hillary (où sont les courriels et les serveurs du DNC (la direction nationale du parti démocrate, nldr) et ceux qui font fuiter des informations confidentielles!", a écrit le président sur Twitter tôt hier matin. Dès le 19 juillet, le président avait lancé l'assaut contre M. Sessions en lui retirant sa confiance dans une interview au New York Times au ton tout à fait extraordinaire à l'encontre de l'un des piliers de son administration.

Donald Trump reproche à M. Sessions de s'être ré-

cusé dans l'enquête menée d'abord par le FBI – et désormais par un procureur spécial – sur l'ingérence du Kremlin dans l'élection présidentielle et sur d'éventuelles complicités au sein de l'équipe de campagne de M. Trump.

Le ministre de la Justice avait omis de rapporter une rencontre avec l'ambassadeur russe à Washington, Sergueï Kisliak, plus tard révélée par la presse.

Le président dément avec véhémence toute collusion avec Moscou et dénonce sans relâche une "chasse aux sorcières sans précédent dans l'histoire" des États-Unis.

Mais en se mettant volontairement à l'écart, M. Sessions est devenu impuissant aux yeux du président à le protéger si le besoin devait s'en faire sentir.

L'ancien sénateur s'est en particulier mis dans l'impossibilité de limoger le procureur spécial nommé dans l'affaire russe si le président le lui demandait. Donald Trump a déjà renvoyé le directeur du FBI, James Comey, à cause de son rôle dans le dossier russe.

Outre l'enquête menée par Robert Mueller, le procureur spécial et ancien directeur de la police fédérale aux états de service impeccables, la chambre des Représentants et le Sénat mènent également l'enquête.

J'Y SUIS, J'Y RESTE. Alors que le tout Washington avait conclu que le ministre



Photo : AFP

Le président Donald Trump manifeste de plus en plus de doute quant au maintien en fonction de Jeff Sessions (à droite).

n'avait d'autre choix que de démissionner face à une attaque en règle, M. Sessions a au contraire choisi de rester à son poste.

"Je prévois de continuer à le faire pour aussi longtemps que ce sera approprié", avait lancé le ministre devant la presse le 20 juillet, avant de s'échapper pour fuir les questions des journalistes.

Cette position semblait pourtant difficile à tenir hier même si l'arrivée de M. Trump à la Maison Blanche semble avoir bousculé tous les codes de la pratique politique.

Les interventions répétées et publiques du président dans cette affaire ont aussi mis à mal la question de l'indépendance du ministère, que les prédécesseurs de M. Trump depuis Richard Nixon se sont mon-

trés soucieux de préserver, ne serait-ce qu'en apparence.

Selon le Washington Post, le président et ses conseillers cherchent activement un remplaçant à M. Sessions.

Le nom de Rudy Giuliani, l'ancien maire de New York et lui aussi fidèle soutien de M. Trump pendant la campagne, a été avancé par le site d'information Axios. M. Giuliani avait déjà été pressenti pour occuper le poste mais il a affirmé lundi que M. Sessions "avait pris la bonne décision (en se refusant) au regard des règles du ministère de la Justice".

Le nom de Ted Cruz, un sénateur du Texas ancien rival du président dans la primaire républicaine a également été évoqué, selon le Washington Post.

PREMIER CERCLE. Lundi, le Congrès a commencé à interroger Jared Kushner, le gendre du président et premier membre de la garde rapprochée du président à devoir s'expliquer dans le cadre de cette affaire.

M. Kushner a nié en bloc la moindre connivence avec les Russes. "Tous mes actes ont été appropriés, dans le cadre normal d'une campagne sans équivalent", a-t-il affirmé. Il devait répéter le même message hier devant une commission de la Chambre des représentants qui enquête elle aussi sur l'affaire.

Jared Kushner n'est pas le seul à intéresser les élus. Le fils aîné du milliardaire, Donald Jr et Paul Manafort, ancien chef de la campagne, sont également appelés à témoigner.

Libye/Conflit

Accord pour des élections "au printemps"

AFP
La Celle-Saint-Cloud/France

Annnonce faite par le président français Emmanuel Macron, qui a réuni hier, en région parisienne, les rivaux libyens, Fayed al-Sarraj et Khalifa Haftar.

LES frères ennemis libyens Fayed al-Sarraj et Khalifa Haftar se sont mis d'accord sur des élections "au printemps", au cours d'une rencontre près de Paris, a annoncé hier le président français Emmanuel Macron, saluant leur "courage historique".

"Ce qui est extrêmement important, c'est que l'un et l'autre ont acté un accord en vue des élections au printemps prochain", a affirmé M. Macron au cours d'une conférence de presse, à l'issue des discussions entre les deux rivaux qui se sont déroulées sous son égide.

Le chef du gouvernement de Tripoli, Fayed al-Sarraj, et l'homme fort de l'est de la Libye, Khalifa Haftar, ont adopté hier, pour la première fois, une déclaration commune de sortie de crise, appelant à un cessez-le-feu et à l'organisation d'élections le plus rapidement possible.

Le texte en dix points, lu en arabe, réaffirme que seule une solution politique permettra de sortir de la crise libyenne et réitère la validité des accords de Skhirat, signés en 2015 sous l'égide de l'Onu.

"C'est un processus qui est essentiel pour l'Europe toute entière car si nous ne réussissons pas ce processus, à travers les risques terroristes, à travers les conséquences migratoires qu'un tel échec produirait, les conséquences sur nos pays sont directes", a insisté M. Macron.

"Le peuple libyen mérite cette paix et nous la lui de-



Photo : AFP

Réunis hier sous l'égide du président français Emmanuel Macron, les rivaux libyens, Fayed al-Sarraj (à gauche) et Khalifa Haftar se sont mis d'accord sur des élections dans moins d'un an.

vons", a ajouté le président français.

Le cessez-le-feu prévu ne doit pas s'appliquer à la lutte antiterroriste, précise le texte, qui appelle également à la démobilisation des combattants des mi-

lices et à la constitution d'une armée libyenne régulière.

Il souligne aussi la nécessité de bâtir un Etat de droit en Libye et d'y respecter les droits de l'Homme.

La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute du colonel Mouammar Kadhafi fin 2011. Plusieurs autorités rivales ainsi que des myriades de milices se disputent le contrôle de son territoire.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Jihadistes. Cinq morts dans le nord**

Cinq personnes ont été tuées lors d'une "série d'attaques" menées par des jihadistes présumés dans la nuit de lundi à hier dans trois localités du nord du Burkina Faso frontalier du Mali, selon des sources locale et sécuritaire.

• **Egypte/Jihadistes. 40 islamistes tués dans le Sinaï**

Les forces égyptiennes ont tué plus de 40 extrémistes au cours d'une longue opération de sécurité menée dans la péninsule du Sinaï (est) où les jihadistes du groupe islamique (EI) sont actifs – la veille, sept civils y ont péri dans une attaque –, a annoncé hier l'armée.

• **Nigeria/Politique. Buhari déclare bien récupérer de sa maladie**

Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, a déclaré bien récupérer de sa maladie et être prêt à quitter Londres pour reprendre ses fonctions dès qu'il aura le feu vert de ses médecins, a rapporté hier la présidence nigériane.

• **Sénégal/Elections. Wade en "zone interdite"**

L'ex-président sénégalais Abdoulaye Wade, 91 ans, a appelé à une marche hier à Dakar pour "réclamer" les cartes d'électeurs pour les législatives de dimanche, dans un secteur déclarée "zone interdite" par les autorités.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit. Dix journalistes tués au premier semestre**

Dix journalistes afghans ont été tués au cours des six premiers mois de 2017, une hausse de 35% par rapport à l'année précédente dans la droite ligne de l'augmentation générale de la violence dans le pays, selon le Comité national de défense de la presse.

• **Espagne/Violence. II attaque au couteau à Melilla en criant "Allah Akbar"**



Photo : AFP

Un homme a franchi hier matin la frontière de l'enclave espagnole au Maroc de Melilla en courant et en criant "Allah Akbar" et a légèrement blessé un policier avec un couteau, a-t-on appris auprès d'un porte-parole de la police.